

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1956 B 00053

Numéro SIREN : 456 500 537

Nom ou dénomination : DALKIA

Ce dépôt a été enregistré le 05/08/2020 sous le numéro de dépôt 8263

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE-MÉTROPOLE

445 boulevard Gambetta

CS 60455

59338 Tourcoing Cedex

DALKIA

~~Direction Générale - Tour Europe~~

33 place des Corolles Tsa 12345

92099 Paris la Défense Cedex

RECEPISSE DE DEPOT DES COMPTES ET BILANS ANNUELS

Dénomination : DALKIA

Numéro RCS : 456 500 537

Numéro Gestion : 1956B00053

Forme Juridique : Société anonyme

Adresse: 37 avenue du Maréchal de Lattre de

Tassigny

59350 Saint-André-lez-Lille

Dépôt des Comptes Annuels

Exercice clôturé le : 31/12/2019

Durée de l'exercice : 12 mois

Comptes annuels déposé le : 28/07/2020

Sous le numéro : 8263

Délivré à Lille-Métropole le 5 août 2020

Le Greffier,



BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2019

(en milliers d'euros)

ACTIF	Montant Brut	Amortissements et provisions	Montant net 31/12/2019	Montant net 31/12/2018
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Brevets et logiciels	230 731	132 594	98 137	99 101
Fonds commercial	20 241	6 773	13 468	13 566
Autres immobilisations incorporelles	43 230		43 230	31 483
Immobilisations corporelles				
Terrains	396		396	368
Constructions	17 242	15 042	2 200	3 635
Autres Installations techniques	761 219	361 877	399 342	396 093
Autres Immobilisations corporelles	28 240	13 134	15 106	6 700
Immobilisations corporelles en cours	68 156		68 156	54 213
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	509 343	208 352	300 991	357 050
Créances rattachées à des participations	707 704	54 157	653 547	571 182
Autres titres immobilisés	2 370	228	2 142	2 121
Prêts	2 471		2 471	2 985
Autres	2 928		2 928	5 675
Total I	2 394 271	792 157	1 602 114	1 544 172
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	19 377	1 572	17 805	17 523
En-cours de production	137 242	652	136 590	133 849
Marchandises	4 162	450	3 712	4 188
Avances et acomptes versés sur commandes	958		958	1 676
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	647 228	5 945	641 283	704 259
Autres créances	824 735	75 913	748 822	783 347
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 423		5 423	15 193
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	32 481		32 481	30 594
Total II	1 671 606	84 532	1 587 073	1 690 628
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Ecarts de conversion actif (IV)	2 638		2 638	
Total général (I + II + III+IV)	4 068 515	876 689	3 191 825	3 234 800

Certifié conforme



BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2019

(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/19	31/12/18
CAPITAUX PROPRES		
Capital	220 048	220 048
Primes d'émission, fusion		
Reserves		
Réserve légale	22 108	22 108
Réserves réglementées	1	1
Autres	51 357	51 357
Report à nouveau	-35 949	1 677
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice	-63 207	-37 626
Situation nette	324 659	387 866
Subventions d'investissements	64 170	51 323
Provisions réglementées	57 215	62 707
Total I	446 045	501 897
Avances conditionnées	48	
Total II	48	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provision pour risques	67 934	61 432
Provision pour charges	64 647	55 066
Total III	132 581	116 498
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 520	29 330
Emprunts et dettes financières diverses	1 554 784	1 465 671
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	69 130	83 622
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	457 875	538 911
Dettes fiscales et sociales	315 401	309 831
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 193	14 635
Autres dettes	59 094	54 591
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	114 946	118 410
Total IV	2 612 943	2 615 001
Ecart de conversion passif V	208	1 404
Total général (I + II + III + IV + V)	3 191 825	3 234 800

COMPTES DE RESULTATS COMPARES

(en milliers d'euros)	31/12/19	31/12/18
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	-12	861
Produits de services	2 207 172	2 242 805
Sous-total A - Montant du chiffre d'affaires	2 207 160	2 243 666
Production stockée		
	41	127
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	27 754	26 835
Autres produits	163 579	171 898
Sous-total B	204 535	225 819
Total I (A + B)	2 411 695	2 469 485
Charges d'exploitation		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	711 438	742 430
Variation des stocks	-241	2 349
Autres achats et charges externes	1 015 975	1 058 415
Impôts, taxes et versements assimilés	41 767	44 017
Salaires et traitements	423 686	421 615
Charges sociales	182 951	193 520
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : (amortissements)	71 411	67 855
Sur actif circulant : (provisions)	2 071	1 728
Pour risques et charges : (provisions)	20 614	14 907
Autres charges	17 098	16 958
Total II	2 486 770	2 563 794
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-75 075	-94 309
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	44 765	47 301
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	9 476	6 123
Produits financiers		
Produits financiers de participation	33 228	36 108
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	47 830	45 154
Autres intérêts et produits assimilés	5 203	5 206
Reprises sur provisions et transferts de charges	15 547	3 530
Différences positives de change	123	96
Produits nets sur cessions VMP		
Total V	101 931	90 094
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	103 621	77 232
Intérêts et charges assimilées	34 602	34 150
Différences négatives de change	98	818
Total VI	138 321	112 200
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-36 390	-22 106
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV + V - VI)	-76 176	-75 237
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 799	1 106
Sur opérations en capital	19 122	38 446
Reprises sur provisions et transferts de charges	18 943	26 259
Total VII	40 864	65 811
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	11 146	11 118
Sur opérations en capital	5 051	18 571
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	11 888	13 538
Total VIII	28 085	43 227
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	12 779	22 584
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	-190	-15 027
Total des produits (I + III + V + VII)	2 599 255	2 672 692
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 662 462	2 710 318
RESULTAT	-63 207	-37 626

Dalkia S.A

Au capital de 220 047 504 euros
37 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
59 350 Saint André lez Lille
Siren : 456 500 537

La présente annexe fait partie des comptes sociaux : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces derniers ont été arrêtés le 12 février 2020 par le Conseil d'Administration de la société.

Au 31 décembre 2019 :

Le total du bilan avant répartition du résultat de l'exercice s'élève à : **3 191 825 576 €**

Le compte de résultat dégage une perte de : **- 63 207 163 €**

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019. L'exercice précédent avait également une période de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Règlement ANC N°2014-03 et autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice 2019

DALKIA a au cours de l'exercice procédé à l'acquisition de titres, apport en capital ou à la cession partielle de sociétés sur le périmètre France.

Les principales opérations sont rappelées ci-après :

- Apport partiel d'actifs au 1er janvier 2019 de la société Dalkia à sa filiale Dalkia EN,
- Création de 7 sociétés en France pour porter un contrat : VVV Energie / Faverges Energie / AVS Energie / Sedan Energie / Cluses Energie / Maubeuge Energie / ES Confluence
- Participation complémentaire dans Horizon Fontenoy Segur
- Complément de prix obtenu suite à la cession de la société Cogestar 3
- Cession partielle des titres de la société RSAE.

L'organigramme juridique de Dalkia a fait l'objet de simplifications pour des raisons de rationalisation, d'optimisation ou liées à des fins d'activité ou de contrats :

- Liquidation des sociétés Nancy Energie, Stam, Scdm, Curdem et Secv.
- Fusion des sociétés Commatel et Seds.
- Dissolution sans liquidation des sociétés SDCE, SVD58, SVD 30, DKII, Somesys et Industelec Sud Est.

A - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX COMPTES DE BILAN**1. BILAN - ACTIF****1.1. Variation des immobilisations brutes**

La variation des immobilisations brutes inscrites à l'actif se présente comme suit :

(Milliers d'euros)

	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations et virement de poste à poste		Diminutions	Valeurs brutes à la clôture
Imm. Incorporelles	292.157	33.098 (1)		31.053 (1)	294.202
Imm. Corporelles	807.478	75.968 (2)		8.193	875.253
Imm. Financières	1.140.015	204.899 (3)		120.098 (3)	1.224.816
Total	2.239.650	313.965		159.344	2.394.271

- (1) Les principaux éléments d'augmentation des immobilisations incorporelles correspondent aux nouveaux projets Informatiques. Les diminutions sont liées à des mises au rebut de dépenses informatiques, qui étaient entièrement amorties.
- (2) Les éléments de cette augmentation sont pour l'essentiel des investissements sur des réseaux de chaleur, Géothermie, sites Industriels clients....
- (3) La variation de l'année 2019 correspond principalement à l'attribution de prêts à long terme aux filiales à hauteur de 173,2 millions d'euros, l'apport en capital à plusieurs filiales pour plus de 20,3 millions d'euros, le remboursement partiel du capital des prêts pour un montant de 79 millions d'euros et la sortie de titres liée aux opérations de restructuration d'un montant de 24,6 millions d'euros.

1.2. Immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations incorporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont principalement composées :

- D'éléments acquis de fonds de commerce qui sont amortis sur une durée qui varie de 15 à 40 ans ;
- De logiciels, amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis, ou sur leur durée d'utilisation pour les investissements importants, et de licences amorties entre 3 et 10 ans.

1.3. Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition, conformément aux dispositions de l'article 217 du Code de Commerce.

- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une Immobilisation corporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

Les Immobilisations en cours représentent des acomptes et des situations de travaux relatifs à des opérations importantes non achevées à la date de la clôture et qui seront transférées aux comptes d'Immobilisations après leur achèvement.

1.3.1 Immobilisations du domaine privé

Les Immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, et selon les durées d'utilité estimées suivantes :

- Constructions.....10 à 40 ans
- Agencements et Aménagements des Constructions..... 10 ans
- Installations Techniques.....Durée de vie du matériel
- Matériel et outillage.....5 ans
- Autres Immobilisations Corporelles.....4 à 12 ans

1.3.2 Immobilisations du domaine concédé

La Société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les Immobilisations du domaine concédé, seules les Immobilisations dites renouvelables – c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession – font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé « Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI » est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Cet amortissement financier est Inscrit au passif.

1.4. Mouvements des amortissements

(Milliers d'euros)

	Amortissements à l'ouverture	Dotations et apport	Reprises	Amortissements à la clôture
Immo. incorporelles	146.849	22.452	31.053	138.248
Immo. corporelles	345.499	51.509	7.833	389.175
Total	492.348	73.961	38.886	527.423

1.5. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

1.5.1 Suivi de la valeur des Immobilisations financières

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'elle pourrait être supérieure à sa valeur d'usage. Cette valeur est déterminée en fonction de critères fondés sur la nature de l'actif, son utilité pour la société, sa rentabilité et sa capacité à générer des flux de trésorerie futurs suffisants pour couvrir sa valeur comptable. Ces flux futurs de trésorerie sont estimés à partir des prévisions établies par le management en charge de la gestion de l'actif, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'exercice en cours, et le cas échéant, d'un plan long terme pour les 4 années suivantes. Dans ce cadre, Dalkia peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur d'usage de l'actif.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

1.5.2 Les créances rattachées à des participations

Elles se rapportent à des opérations correspondant à des contrats de prêts à l'exclusion des conventions de comptes courants conclues avec des sociétés dont Dalkia détient directement une part du capital.

1.6. Stocks

Plusieurs filiales de Dalkia gèrent l'ensemble des achats et des stocks de combustibles (gaz, fioul, biomasse) sur le plan national et refacturent à chacune des sociétés du groupe le montant de leurs consommations. Il n'y a pas, de ce fait, de stock de combustibles significatif à l'actif du bilan de Dalkia.

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations; et le cas échéant, par les en-cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

1.6.1 Stocks CO2

~~Les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués par l'Etat sont comptabilisés dans un compte de stock~~
alloués. La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock au 31/12/2019 s'élève à 315 milliers d'euros.

1.6.2 Stocks CEE

Les certificats délivrés par l'Etat (Pôle National des CEE (PNCEE)) sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

Compte tenu de son modèle économique, la société a appliqué le modèle dit d'«économie d'énergie» conformément à l'article 616-2 du PCG. Les certificats destinés à couvrir les obligations d'économies d'énergie, sont distingués de ceux destinés à couvrir les obligations futures. Entre le début de la période d'obligation et la date de restitution, les certificats d'économies d'énergie sont identifiés en engagement matière. Ils démontrent la preuve de la conformité de l'entreprise à ses obligations de restitution de certificats d'économies d'énergie.

Les certificats d'économies d'énergie sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les certificats sont acquis ou à leur coût de production.

La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock brut au 31/12/2019 s'élève à 15.273 milliers d'euros.

Les obligations d'économie d'énergie sont largement couvertes par Dalkia, tant sur l'obligation liée aux CEE classiques, que l'obligation liée aux CEE précarités.

1.6.3 Stocks des en cours de production

Les encours de production de biens et de services comprennent les travaux en cours de réalisation. La méthode retenue est la constatation de la marge à l'achèvement. De ce fait, la facturation émise au titre des chantiers en cours figure en produits constatés d'avance, les déboursés sur ces mêmes opérations étant inscrits en travaux en cours. La valorisation des travaux en cours comporte le coût des pièces et fournitures mises en œuvre, ainsi que les frais directs de chantiers et les frais généraux correspondants. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur des encours de production ils font alors l'objet d'une estimation au regard de leur valeur recouvrable et, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

1.7. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non-recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des livraisons de chaleur ou d'électricité et des travaux terminés non encore facturés.

1.8. Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations et qui seront prises en charge par les compagnies d'assurance concernées.

2. BILAN - PASSIF**2.1. Capital social**

Le capital social est composé de 13.752.969 actions de 16 euros.

Le montant de la réserve spéciale de la réévaluation constituée en 1976 puis incorporée au capital s'élève à 6,7 millions d'euros.

2.2. Variation des capitaux propres

(Milliers d'euros)

• **Du 31/12/2018 au 31/12/2019**

En Milliers d'euros		A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Capital social		220.048			220.048
Primes liées au capital		130.257			130.257
Ecart de réévaluation		45			45
Réserves		73.466			73.466
Report à nouveau	(1)	1.677	(37.626)		(35.949)
Résultat de l'exercice	(1)	(37.626)	(63.207)	(37.626)	(63.207)
Subventions d'invest. Nettes	(2)	51.323	13.764	916	64.171
Provisions réglementées	(3)	62.707		5.493	57.215
Total		501.897	(87.069)	(31.217)	446.044

(1) Selon l'affectation de résultat 2018 :

Affectation du résultat au compte Report à nouveau : - (37.626) K€

(2) Subventions

Les subventions d'investissements reçues pour assurer le financement d'immobilisations sont rapportées au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien financé. L'augmentation de 13 764 K€ est la résultante de l'augmentation des subventions brutes pour 17 040 K€ et l'étalement des subventions en résultat de 3 276 K€.

(3) Reprise annuelle de provision pour amortissement dérogatoire

2.3. Provisions

(Milliers d'euros)

Nature des provisions	Montants de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montants au 31/12/19
	de l'exercice	de l'exercice	provisions utilisées	non utilisées	de l'exercice
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	62.707		5.493		57.215
Prov. spéciale de réévaluation	-		-		-
TOTAL I	62.707	-	5.493		57.215
Prov. pour risques et charges					
Provisions pour risques :					
- Maintenance Cogénérations (I)	1.271	410	993		688
- Sinistres (II)	24.176	7.475	9.284		22.367
- Litiges et divers (III)-(IV)	35.985	16.925	8.031		44.879
Total provisions pour risques	61.432	24.810	18.308		67.934
Provisions pour charges :					
- Dettes fiscales latentes	1.946	631	1.946		631
- Garantie totale(V)	9.006	13.060	10.162		11.904
- PRCI (VI)	44.114	7.998	-		52.112
Total provisions pour charges	55.066	21.689	12.108		64.646
TOTAL II	116.498	46.498	30.416	-	132.581
Provisions pour dépréciation					
Immobilisations incorporelles	1.158	-	39		1.119
Immobilisations corporelles	970	-	93		877
Immobilisations financières	201.002	86.469	24.735		262.737
Stocks	2.237	1.102	665		2.674
Clients	5.687	969	711		5.945
Autres créances	81.608	5.745	11.440		75.913
TOTAL III	292.664	94.285	37.635		349.265
TOTAL GENERAL	471.869	140.784	73.592	-	539.061
Dotations et reprises					
- d'exploitation		22.685	17.246		
- financières		103.621	15.547		
- exceptionnelles		11.888	18.943	-	
Restructuration		2.590	21.856		

2.3.1 Provisions pour risques et charges**(i) Provisions pour Maintenance Cogénérations**

Dans le cadre de ses obligations contractuelles en matière de fournitures d'électricité et de vapeur, la société doit assurer la maintenance des équipements de cogénération.

A cet effet pour une partie de ses installations, elle porte au passif du bilan une provision pour risque destinée à couvrir les coûts de maintenance et notamment le coût des révisions périodiques inscrites dans les plans de maintenance des constructeurs.

(ii) Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par notre société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance souscrites à cet effet. La part non couverte correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers

(iii) Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et des contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui leur sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminalson. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable.

(v) Provisions pour Garantie Totale

La garantie totale, dénommée P3 par la profession, couvre l'engagement pris vis-à-vis du client d'assurer le renouvellement et le maintien en état des installations définies au contrat pendant toute sa durée.

(vi) Provisions liées aux contrats de concession

Pour les contrats de concession, la société procède à un amortissement financier (appelé encore amortissement de caducité), il est calculé sur la durée du contrat, pour les immobilisations du domaine concédé qui figurent à l'actif du bilan (investissement d'origine et extensions).

2.3.2 Reclassement des reprises sur provisions sur filiales

Afin de ne pas déséquilibrer le résultat courant et le résultat exceptionnel, la société a reclassé en exceptionnel des reprises de provisions sur titres et compte courant (provisions dotées à l'origine en financier) de filiales liquidées et tupées. Le reclassement s'élève à 1.205 milliers d'euros.

2.4. Produits constatés d'avance

Ils correspondent essentiellement à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

3. Autres éléments**3.1. Produits à recevoir et charges à payer**

Des produits à recevoir et des charges à payer ont été enregistrés dans les postes suivants :

(Milliers d'euros)

	Montant
Produits à recevoir	
Créances rattachées à des participations	1.918
Autres immobilisations financières	19
Créances clients et comptes rattachés	319.142
Autres créances	27.739
Total	348.818
Charges à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	140
Emprunts et dettes financières divers	13.487
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	276.707
Dettes fiscales et sociales	149.559
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	8.748
Autres dettes	32.502
Total	481.143

3.2. Etat des échéances des créances et des dettes

3.2.1 Créances

	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	707.704	70.730	636.974
Prêts	2.471	23	2.448
Autres Immobilisations financières	2.928	-	2.928
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	958	958	
Créances clients et comptes rattachés	647.228	647.228	
Autres créances	824.735	824.735	
Sous-total	2.186.024	1.543.674	642.350
Charges constatées d'avance	32.481	31.781	700
Total	2.218.505	1.575.455	643.050

3.2.2 Dettes

(Milliers d'euros)

	Montant Brut	Dont à un an	Dont de un à 5 ans	Dont à Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	18.520	10.730	1.882	5.908
Emprunts et dettes financières diverses	1.554.784	377.704	567.052	610.028
Avances et acomptes reçus sur commandes	69.130	69.130		
Fournisseurs et comptes rattachés	457.875	457.875		
Autres dettes	397.588	397.588		
Sous-total	2.497.897	1.313.027	568.934	615.936
Produits constatés d'avance	114.946	95.452	4.384	15.110
Total	2.612.843	1.390.479	573.318	631.046

3.3. Entreprises liées

Ce tableau fait apparaître en valeurs brutes :

- dans la colonne « **Entreprises liées** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés consolidées dans le Groupe EDF ;
- dans la colonne « **Participations** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés détenues à plus de 10% par Dalkia.

(Milliers d'euros)

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières :		
Participations	7	508.333
Créances rattachées à des participations	4.165	714.884
Prêts	-	2.432
Autres immobilisations financières	-	-
Créances :		
Avances et acomptes versés sur commande	61	-
Créances clients et comptes rattachés	39.613	141.886
Autres créances	213.756	428.906

Charges constatées d'avance	9	235
Dettes :		
Emprunts et dettes financières divers	1.334.346	219.450
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	28	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44.813	118.629
Dettes fiscales et sociales	22	7.017
Subvention d'exploitation	100	-
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	98	4.119
Autres dettes	83	6.039
Produits constatés d'avance	3	51
Produits financiers :	709	82.037
Charges financières :	34.162	91.709

B - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

1. Ventilation du Chiffre d'affaires

(Milliers d'euros)

Secteur d'activité	31 12 2019 - K€	31 12 2018 - K€	Variation - K€
Ventes d'exploitation	1 591 402	1 566 646	24 756
Ventes Travaux	489 820	545 077	(55 257)
Autres activités	125 938	131 943	(6 005)
Chiffres d'affaires Nets	2 207 160	2 243 666	(36 506)

2. Ventilation du résultat exceptionnel

(Milliers d'euros)

Nature des charges	2019
Provisions sur sinistres	7.375
Coûts exceptionnels sur opérations de gestion	5.281
Charges exceptionnelles sur filiales fusionnées ou liquidées	4.021
Charges sur contentieux sociaux et risques RH	3.518
Charges décaissées ou provisionnées sur Impôts	2.618
Pertes sur créances clients- Loi LME	1.184
Charge sur la liquidation ARJO WIGGINS	894
Coût de Remise en état du site de Valmy	840
Charges exceptionnelles sur filiales cédées	41
Autres charges exceptionnelles	2.313
Total	28.085
Nature des produits	
Produit exceptionnel sur filiales cédées	12.742
Reprise provisions sinistres	8.163
Reprise d'amortissements dérogatoires	5.493
Produits exceptionnels sur filiales fusionnées ou liquidées	3.463
Reprise quote part de subvention d'investissement	3.276
Reprise provision sur Impôts	1.948
Produits sur contentieux sociaux	935
Reprise provision sur créances clients - Loi LME	455
Autres produits exceptionnels	4.389
Total	40.864
Résultat exceptionnel	12.779

3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Nature du résultat	Avant impôt	Impôt	Après Impôt	Après Impôt
Résultat courant	(76.176)	-	(76.176)	(75.237)
Résultat exceptionnel	12.779	-	12.779	22.584
Participation des salariés			-	-
Crédits d'im, ôt		190	190	15.027
Total	(63.397)	190	(63.207)	(37.626)

C - AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1. Engagements financiers

(Milliers d'euros)

	2019	2018
Engagements donnés		
Garantie solidaire	417.565	281.381
Engagements retraite (1)	184.220	162.118
Paiements minimaux futurs sur contrats Location simple -Preneur	183.037	178.079
Avals et cautions donnés	118.127	137.572
Garanties données dans le cadre de protocoles de cession	162.071	160.612
Cautions de contre garantie	179.457	100.709
Engagement acquisition actifs financiers	-	-
Garanties de passif	42.500	42.500
Paiements minimaux futurs sur contrats location financement	114	812
Autres	36.889	61.512
Total	1.323.980	1.125.295
Engagements reçus		
Lignes de crédit	130.000	180.000
Garantie reçue d'EDF relative aux opérations de financement.	23.400	30.000
Avals et cautions reçus des fournisseurs	19.234	21.656
Quotas de CO2 (2)	1.063	1.576
Engagements pris par les clients sur les financements qui leur ont été consentis	2.008	2.008
Total	175.705	235.240

(1) Engagement de retraite :

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de 0,00 %, d'un âge de départ en retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

(2) Engagement reçus sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre

La société s'est vu attribuer des quotas de CO₂ pour la période 2013-2020 correspondants aux installations de combustion, qu'elle exploite, d'une puissance installée supérieure à 20 MWH. Les quotas d'émission alloués au titre de 2019 se sont élevés à 50 002 tonnes.

Les Allocations de quotas pour la période 2020 (données publiées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie par Arrêté du 24/01/14- TNA Q3), d'un montant de 39 592 tonnes, valorisées au cours moyen mensuel publié par ICE de décembre 2019 de 26,85 €, s'élèvent à 1 063 milliers d'euros.

Remise en état de sites, démantèlement

La société est susceptible en cas de non renouvellement de certains de ses contrats d'avoir à démanteler, à l'issue du contrat, les installations et raccordements correspondants. Le dénouement de ces contrats étant par nature incertain, aucune provision n'est constituée à ce titre.

2. Engagements spécifiques

2.1 Obligation de renouvellement

Dalkia doit assurer, dans le cadre de ses obligations contractuelles, le renouvellement des installations qui lui sont confiées par ses clients.

Une convention de concours financier a été mise en place entre EDF et DALKIA. Cette dernière bénéficie d'un engagement de concours financier d'EDF, au titre de son obligation de Garantie Totale, et ce pour les contrats existants avant juillet 2014.

A ce titre, la société a bénéficié de la part d'EDF du remboursement des travaux de renouvellement engagés au cours de l'année et lui a versé en contrepartie une indemnité libératoire.

Cette situation ne modifie en rien les relations entre les clients et le prestataire qui reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations contractuelles de renouvellement.

2.2 Engagement matière – Quotas de CO₂

Concernant les quotas de gaz à effet de serre, la société a adopté le modèle dit de « production » tel que prévu par la réglementation comptable en vigueur. En conséquence, une partie des quotas figurent en engagements hors bilan. Il est fait une distinction entre les quotas destinés à couvrir les émissions de gaz à effet de serre déjà intervenues, et ceux destinés à couvrir les émissions futures. Entre la date d'émission du CO₂ et la date de restitution des quotas afférents, les quotas consommés sont présentés en engagements hors bilan (engagement matière) dans la mesure où ils représentent l'obligation de restitution de la société.

En tonnes de CO₂

Quotas en portefeuille	Quotas à restituer à l'Etat N+1	Quotas non consommés
172 737	211 950	104 012

3. Crédit-bail

(Milliers d'euros)

	2019	2018
Valeur d'origine	3.507	3.507
Valeur résiduelle	0	0
Redevances versées	3.792	3.412
Redevances restant dues	114	463
Dont redevances restant dues à 1 an au plus	82	
de 1 à moins de 5 ans	32	
à plus de 5 ans	0	

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

4. Accroissements et allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt

L'incidence sur la dette future d'impôt des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges se traduit par un allègement certain de cette dette pour l'exercice 2020 de 3.756 Milliers d'euros, consécutif au report de la déduction fiscale de certaines charges provisionnées au 31 décembre 2019.

(En milliers d'euros)	Base	Taux	Allègement futur d'impôt
C3S 2019	3.761		
Ecart de conversion Passif	209		
Différences temporaires sur Quote part filiales	7.759		
Total des charges déductibles sur 2019	11.729	32.02%	3.756

Dalkia est intégrée au Groupe EDF depuis le 1^{er} janvier 2015, les déficits fiscaux antérieurs à l'intégration s'élèvent à 105,9 millions d'euros.

5. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

A partir de Janvier 2019, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a été remplacé par une réduction de charges patronales.

6. Transactions avec les parties liées

Les transactions significatives effectuées par la société avec des parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

7. Ventilation de l'effectif moyen

	2019	2018
Cadres	2.268	2.184
Agents de maîtrise	7.043	6.935
Employés et techniciens (reclassés en cat. ouvriers)	36	30
Ouvriers	551	630
Total	9.898	9.779

8. Compte personnel de Formation

A compter du 1er janvier 2015, le CPF remplace le DIF (Droit Individuel de Formation) mais les salariés ne perdent pas leur droit à un montant plafonné à 2.622 euros par an. L'alimentation du CPF est assurée par la Caisse des Dépôts et Consignations.

9. Rémunération du Conseil d'administration et des organes de Direction

La rémunération brute des membres du Comité Exécutif s'élève à 2.622 milliers d'euros pour l'exercice 2019.

10. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe EDF.

11. Identité de la société consolidante, et de la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivant du CGI).

Adresse de la société tête de groupe :

EDF SA
22, avenue de Wagram
75008 PARIS

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

En K EUROS — Société		Capital	Capitaux propres autre que le capital (1)	Quote part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Avances et prêts consentis par Dalkia	Montant des cautions,garanties fournies par Dalkia	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice ou Perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par Dalkia au cours du dernier exercice	Observations
					Brute	Nette						
1- ENERGIE THERMIQUE												
CLOTURE 30/06												
RESONOR	SANT ANDRE	666	-9 288	100%	16 342	0	8 630	608	21 804	1 258		
PERIN FRERES	SANT ANDRE	2 825	811	100%	14 856	6 898	0	0	7 932	362	639	
RYEL	COURBEVOIE	10 538	-16 173	100%	10 537	0	15 068	38 303	19 324	-3 765	0	
SIE DE CHAUFFAGE DE GRENOBLE	GRENOBLE	5 000	61 631	42%	9 230	9 230	0	0	80 596	1 182	839	CLOTURE 30/06
SIE EVRY	EVRY	0	276	99%	8 526	0	0	28	26	276	0	
ELM	LYON	13 950	37 017	55%	7 673	7 673	0	0	36 817	-1 068	0	
SARCELLES ENERGIE (ex SVD10)	COURBEVOIE	40	4 280	100%	5 848	0	990	0	12 252	-354	0	
ENERGIE	SANT ANDRE	5 337	-4 712	100%	5 337	0	2 170	4 780	13 233	241	0	
PREIL ENERGIE	SANT ANDRE	3 837	-7 369	100%	3 837	0	7 576	3 593	10 110	437	0	
SOMUSBY	GUYANCOURT	826	534	100%	3 257	1 628	0	0	5 667	445	335	
SOGETHA	GAP	220	434	100%	3 200	3 200	1 365	0	10 621	136	284	
S.S.BIOMASSE ex num 0291	STRASBOURG	6 001	10 991	49%	2 941	2 941	0	0	15 068	469	0	
SDCL	TOURS	240	952	100%	2 758	0	23 245	0	15 454	-566	0	
SOMECE	COURBEVOIE	153	-6 653	100%	2 620	0	15 543	0	8 932	-773	0	
ES SERVICES	STRASBOURG	2 888	3 526	50%	2 326	2 326	4 699	0	38 757	-643	0	
Tours Biomasse Energie	TOURS	388	6 618	30%	2 273	2 273	0	0	7 952	260	185	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					29 152	16 241	772 554	375 168			11 397	
1- ENERGIE ELECTRIQUE												
OGESTAR	SANT ANDRE	74	13 129	30%	8 313	8 313	0	0	58 816	5 121	1 515	
AVERA ENERGIES	LYON	38	5 533	50%	6 298	6 298	0	9 500	56 960	4 647	0	
INDUSTELEC IDF	COURBEVOIE	900	283	98%	5 118	1 516	0	0	1 074	159	151	
IAENERGIA	COURBEVOIE	2	937	99%	3 653	1 853	3 034	1 498	7 536	937	855	
IAS (EX EXHOR)	TOURS	1 600	-241	100%	3 135	0	707	0	2 618	133	0	
IOGERI	PULNOY	38	1 046	100%	2 255	2 255	2 044	1 209	5 838	969	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					757	601	60 945	3 756			4 151	
1- ACTIVITES ANNEXES												
CAMPUS NORD EUROPE	LILLE	29 760	4 688	100%	12 500	12 500	0	0	8 165	118	0	
DESPACE FRANCE	SANT ANDRE	396	1 658	100%	8 378	2 275	0	11 238	6 406	562	868	
OPTIMEGE BUILDING MANAGEMENT	COURBEVOIE	1 538	375	100%	3 020	3 020	0	0	1 078	183	308	
ES	LYON	2 784	1 456	100%	2 689	2 689	0	0	38 723	1 146	1 479	
Dalkia EN	SANT ANDRE	1 103	2 201	100%	2 608	2 608	0	0	41 822	693	30	
OPTIMEGE	COURBEVOIE	302	-3 231	100%	2 437	2	2 867	0	0	-3	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 089	4 314	9 733	780			3 004	
1- FILIALES DE SPECIALITE												
DALKIA WASTENERGY	PUTEAUX	7 700	-2 461	100%	51 100	32 700	0	0	63 673	10 390	0	
DALKIA FROID SOLUTIONS	VERRERES-EN-AU	335	7 948	100%	20 601	20 601	6 080	0	172 690	1 855	357	
DALKIA SMART BUILDING	PUTEAUX	7 980	-11 904	100%	15 065	1	19 522	0	84 361	-6 387	0	
DALKIA AIR SOLUTION	MONTPELIER	1 700	-255	100%	5 320	5 320	1 694	0	17 521	849	0	
1- INTERNATIONAL												
DK ENERGY POLSKA	POLOGNE	24 784	47 208	100%	71 796	19 298	0	0	9 109	1 167	3 074	
EDF Energy Services Limited	GRANDE BRETAGNE	117 542	-26 894	50%	68 771	68 771	0	0	0	-21 676	0	
DK Energia Rus	RUSSIE	24 909	-10 414	100%	24 886	24 886	0	0	0	-8 853	0	
EDF Luminus Solution	Belgique	4 826	570	49%	4 319	4 319	0		7 398	462	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					3 440	1 476	43 131	0			0	
1- DIVERS												
Dalkia Infrastructure de télécommunication	SANT ANDRE	4 431	16 582	100%	4 976	0	14 265	0	4	-141	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					4 667	3 486	9 103	8 600			366	
TOTAUX					511 714	303 133						

(1) y compris le résultat de l'exercice



*Société Anonyme au capital de 220 047 504 €
Siège social : 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 SAINT-ANDRE
456 500 537 RCS Lille Métropole*

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE DU 23 JUIN 2020

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 qui s'élève à une perte de 63 207 162,95 € en totalité au compte Report à nouveau qui passe ainsi de (35 948 865,11) € à (99 156 028,06) €.

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée Générale rappelle qu'au titre des trois exercices précédant celui de l'exercice 2019, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercices	2018	2017	2016
Montant du dividende global distribué aux actionnaires	- €	- €	8 251 781,40 €
Dividende par action distribué aux actionnaires *	- €	- €	0,60 €

*Ce dividende était éligible à l'abattement de 40 %

Cette résolution est mise aux voix :

Votent pour : 13 746 444 voix

Votent contre ou s'abstiennent : 0 voix

Il résulte de ce vote que 13 746 444 voix ayant été obtenues, cette résolution est ADOPTEE.

CERTIFIE CONFORME PAR
La Présidente Directrice Générale



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Dalkia Société Anonyme

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Dalkia

Société Anonyme

37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59350 Saint-André

Ce rapport contient 26 pages

Référence : XF-201-003

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6820Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

2019-20

Société Anonyme

Siège social : 37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59350 Saint-André
Capital social : € 220.047.504

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'attention de l'assemblée générale des Actionnaires de la société Dalkia SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Dalkia – société anonyme relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2019 s'établit à 300.991 milliers d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 1.5 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles de la société, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 12 février 2020

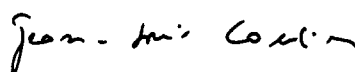
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Xavier Fournet
Associé

Paris La Défense, le 12 février 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Jean Louis Caulier
Associé

BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2019

(en milliers d'euros)

ACTIF	Montant Brut	Amortissements et provisions	Montant net 31/12/2019	Montant net 31/12/2018
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Brevets et logiciels	230 731	132 594	98 137	99 101
Fonds commercial	20 241	6 773	13 468	13 566
Autres immobilisations incorporelles	43 230		43 230	31 483
Immobilisations corporelles				
Terrains	396		396	368
Constructions	17 242	15 042	2 200	3 635
Autres installations techniques	761 219	361 877	399 342	396 093
Autres Immobilisations corporelles	28 240	13 134	15 106	6 700
Immobilisations corporelles en cours	68 156		68 156	54 213
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	509 343	208 352	300 991	357 050
Créances rattachées à des participations	707 704	54 157	653 547	571 182
Autres titres immobilisés	2 370	228	2 142	2 121
Prêts	2 471		2 471	2 985
Autres	2 928		2 928	5 675
Total I	2 394 271	792 157	1 602 114	1 544 172
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	19 377	1 572	17 805	17 523
En-cours de production	137 242	652	136 590	133 849
Marchandises	4 162	450	3 712	4 188
Avances et acomptes versés sur commandes	958		958	1 676
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	647 228	5 945	641 283	704 259
Autres créances	824 735	75 913	748 822	783 347
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 423		5 423	15 193
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	32 481		32 481	30 594
Total II	1 671 606	84 532	1 587 073	1 690 628
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Ecarts de conversion actif (IV)	2 638		2 638	
Total général (I + II + III + IV)	4 068 515	876 689	3 191 825	3 234 800

BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2019

(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/19	31/12/18
CAPITAUX PROPRES		
Capital	220 048	220 048
Primes d'émission, fusion	120 257	120 257
Réserves		
Réserve légale	22 108	22 108
Réserves réglementées	1	1
Autres	51 357	51 357
Report à nouveau	-35 949	1 677
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice	-63 207	-37 626
Situation nette	324 659	387 866
Subventions d'investissements	64 170	51 323
Provisions réglementées	57 215	62 707
Total I	446 045	501 897
Avances conditionnées	48	
Total II	48	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provision pour risques	67 934	61 432
Provision pour charges	64 647	55 066
Total III	132 581	116 498
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 520	29 330
Emprunts et dettes financières diverses	1 554 784	1 465 671
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	69 130	83 622
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	457 875	538 911
Dettes fiscales et sociales	315 401	309 831
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 193	14 635
Autres dettes	59 094	54 591
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	114 946	118 410
Total IV	2 612 943	2 615 001
Ecart de conversion passif V	208	1 404
Total général (I + II + III + IV + V)	3 191 825	3 234 800

COMPTES DE RESULTATS COMPARES

(en milliers d'euros)	31/12/19	31/12/18
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	-12	861
Produits de services	2 207 172	2 242 805
Sous-total A - Montant du chiffre d'affaires	2 207 160	2 243 666
Production stockée	4 639	20 719
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	27 754	26 835
Autres produits	163 579	171 898
Sous-total B	204 535	225 819
Total I (A + B)	2 411 695	2 469 485
Charges d'exploitation		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	711 438	742 430
Variation des stocks	-241	2 349
Autres achats et charges externes	1 015 975	1 058 415
Impôts, taxes et versements assimilés	41 767	44 017
Salaires et traitements	423 686	421 615
Charges sociales	182 951	193 520
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : (amortissements)	71 411	67 855
Sur actif circulant : (provisions)	2 071	1 728
Pour risques et charges : (provisions)	20 614	14 907
Autres charges	17 098	16 958
Total II	2 486 770	2 563 794
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-75 075	-94 309
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	44 765	47 301
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	9 476	6 123
Produits financiers		
Produits financiers de participation	33 228	36 108
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	47 830	45 154
Autres intérêts et produits assimilés	5 203	5 206
Reprises sur provisions et transferts de charges	15 547	3 530
Différences positives de change	123	96
Produits nets sur cessions VMP		
Total V	101 931	90 094
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	103 621	77 232
Intérêts et charges assimilées	34 602	34 150
Différences négatives de change	98	818
Total VI	138 321	112 200
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-36 390	-22 106
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV + V - VI)	-76 176	-75 237
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 799	1 106
Sur opérations en capital	19 122	38 446
Reprises sur provisions et transferts de charges	18 943	26 259
Total VII	40 864	65 811
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	11 146	11 118
Sur opérations en capital	5 051	18 571
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	11 888	13 538
Total VIII	28 085	43 227
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	12 779	22 584
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	-190	-15 027
Total des produits (I + III + V + VII)	2 599 255	2 672 692
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 662 462	2 710 318
RESULTAT	-63 207	-37 626

Dalkia S.A

Au capital de 220 047 504 euros
37 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
59 350 Saint André lez Lille
Siren : 456 500 537

La présente annexe fait partie des comptes sociaux : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces derniers ont été arrêtés le 12 février 2020 par le Conseil d'Administration de la société.

Au 31 décembre 2019 :

Le total du bilan avant répartition du résultat de l'exercice s'élève à : **3 191 825 576 €**

Le compte de résultat dégage une perte de : **- 63 207 163 €**

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019. L'exercice précédent avait également une période de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Règlement ANC N°2014-03 et autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice 2019

DALKIA a au cours de l'exercice procédé à l'acquisition de titres, apport en capital ou à la cession partielle de sociétés sur le périmètre France.

Les principales opérations sont rappelées ci-après :

- Apport partiel d'actifs au 1er janvier 2019 de la société Dalkia à sa filiale Dalkia EN,
- Création de 7 sociétés en France pour porter un contrat : VVV Energie / Faverges Energie / AVS Energie / Sedan Energie / Cluses Energie / Maubeuge Energie / ES Confluence
- Participation complémentaire dans Horizon Fontenoy Segur
- Complément de prix obtenu suite à la cession de la société Cogestar 3
- Cession partielle des titres de la société RSE.

L'organigramme juridique de Dalkia a fait l'objet de simplifications pour des raisons de rationalisation, d'optimisation ou liées à des fins d'activité ou de contrats :

- Liquidation des sociétés Nancy Energie, Stam, Sccm, Curdem et Secv.
- Fusion des sociétés Commatel et Seds.
- Dissolution sans liquidation des sociétés SDCE, SVD58, SVD 30, DKII, Somesys et Industelec Sud Est.

A - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX COMPTES DE BILAN**1. BILAN - ACTIF****1.1. Variation des immobilisations brutes**

La variation des immobilisations brutes inscrites à l'actif se présente comme suit :

(Milliers d'euros)

	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations et virement de poste à poste		Diminutions	Valeurs brutes à la clôture
Imm. Incorporelles	292.157	33.098 (1)		31.053 (1)	294.202
Imm. Corporelles	807.478	75.968 (2)		8.193	875.253
Imm. Financières	1.140.015	204.899 (3)		120.098 (3)	1.224.816
Total	2.239.650	313.965		159.344	2.394.271

- (1) Les principaux éléments d'augmentation des immobilisations incorporelles correspondent aux nouveaux projets informatiques. Les diminutions sont liées à des mises au rebut de dépenses informatiques, qui étaient entièrement amorties.
- (2) Les éléments de cette augmentation sont pour l'essentiel des investissements sur des réseaux de chaleur, Géothermie, sites industriels clients....
- (3) La variation de l'année 2019 correspond principalement à l'attribution de prêts à long terme aux filiales à hauteur de 173,2 millions d'euros, l'apport en capital à plusieurs filiales pour plus de 20,3 millions d'euros, le remboursement partiel du capital des prêts pour un montant de 79 millions d'euros et la sortie de titres liée aux opérations de restructuration d'un montant de 24,6 millions d'euros.

1.2. Immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations incorporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont principalement composées :

- D'éléments acquis de fonds de commerce qui sont amortis sur une durée qui varie de 15 à 40 ans ;
- De logiciels, amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis, ou sur leur durée d'utilisation pour les investissements importants, et de licences amorties entre 3 et 10 ans.

1.3. Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément aux éléments GRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

Les immobilisations en cours représentent des acomptes et des situations de travaux relatifs à des opérations importantes non achevées à la date de la clôture et qui seront transférées aux comptes d'immobilisations après leur achèvement.

1.3.1 Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, et selon les durées d'utilité estimées suivantes :

- Constructions.....10 à 40 ans
- Agencements et Aménagements des Constructions..... 10 ans
- Installations Techniques.....Durée de vie du matériel
- Matériel et outillage.....5 ans
- Autres Immobilisations Corporelles.....4 à 12 ans

1.3.2 Immobilisations du domaine concédé

La Société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables - c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession - font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé « Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI » est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Cet amortissement financier est inscrit au passif.

1.4. Mouvements des amortissements

(Milliers d'euros)

	Amortissements à l'ouverture	Dotations et apport	Reprises	Amortissements à la clôture
Immo. incorporelles	146.849	22.452	31.053	138.248
Immo. corporelles	345.499	51.509	7.833	389.175
Total	492.348	73.961	38.886	527.423

1.5. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

participation.

1.5.1 Suivi de la valeur des Immobilisations financières

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'elle pourrait être supérieure à sa valeur d'usage. Cette valeur est déterminée en fonction de critères fondés sur la nature de l'actif, son utilité pour la société, sa rentabilité et sa capacité à générer des flux de trésorerie futurs suffisants pour couvrir sa valeur comptable. Ces flux futurs de trésorerie sont estimés à partir des prévisions établies par le management en charge de la gestion de l'actif, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'exercice en cours, et le cas échéant, d'un plan long terme pour les 4 années suivantes. Dans ce cadre, Dalkia peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur d'usage de l'actif.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

1.5.2 Les créances rattachées à des participations

Elles se rapportent à des opérations correspondant à des contrats de prêts à l'exclusion des conventions de comptes courants conclues avec des sociétés dont Dalkia détient directement une part du capital.

1.6. Stocks

Plusieurs filiales de Dalkia gèrent l'ensemble des achats et des stocks de combustibles (gaz, fioul, biomasse) sur le plan national et refacturent à chacune des sociétés du groupe le montant de leurs consommations. Il n'y a pas, de ce fait, de stock de combustibles significatif à l'actif du bilan de Dalkia.

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations; et le cas échéant, par les en-cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

1.6.1 Stocks CO2

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués par l'Etat sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

1.6.2 Stocks CEE

Les certificats délivrés par l'Etat (Pôle National des CEE (PNCEE)) sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

Compte tenu de son modèle économique, la société a appliqué le modèle dit d'«économle d'énergie» conformément à l'article 616-2 du PCG. Les certificats destinés à couvrir les obligations d'économies d'énergie, sont distingués de ceux destinés à couvrir les obligations futures. Entre le début de la période d'obligation et la date de restitution, les certificats d'économies d'énergie sont identifiés en engagement matière. Ils démontrent la preuve de la conformité de l'entreprise à ses obligations de restitution de certificats d'économies d'énergie.

Les certificats d'économies d'énergie sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les certificats sont acquis ou à leur coût de production.

La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock brut au 31/12/2019 s'élève à 15.273 milliers d'euros.

Les obligations d'économie d'énergie sont largement couvertes par Dalkia, tant sur l'obligation liée aux CEE classiques, que l'obligation liée aux CEE précarités.

1.6.3 Stocks des en cours de production

Les encours de production de biens et de services comprennent les travaux en cours de réalisation. La méthode retenue est la constatation de la marge à l'achèvement. De ce fait, la facturation émise au titre des chantiers en cours figure en produits constatés d'avance, les déboursés sur ces mêmes opérations étant inscrits en travaux en cours. La valorisation des travaux en cours comporte le coût des pièces et fournitures mises en œuvre, ainsi que les frais directs de chantiers et les frais généraux correspondants. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur des encours de production ils font alors l'objet d'une estimation au regard de leur valeur recouvrable et, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

1.7. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non-recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des livraisons de chaleur ou d'électricité et des travaux terminés non encore facturés.

1.8. Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations et qui seront prises en charge par les compagnies d'assurance concernées.

2. BILAN - PASSIF**2.1. Capital social**

Le capital social est composé de 13.752.969 actions de 16 euros.

Le montant de la réserve spéciale de la réévaluation constituée en 1976 puis incorporée au capital s'élève à 6,7 millions d'euros.

2.2. Variation des capitaux propres

(Milliers d'euros)

• **Du 31/12/2018 au 31/12/2019**

En Milliers d'euros	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Capital social	220.048			220.048
Primes liées au capital	130.257			130.257
Ecart de réévaluation	45			45
Réserves	73.466			73.466
Report à nouveau (1)	1.677	(37.626)		(35.949)
Résultat de l'exercice (1)	(37.626)	(63.207)	(37.626)	(63.207)
Subventions d'invest. Nettes (2)	51.323	13.764	916	64.171
Provisions réglementées (3)	62.707		5.493	57.215
Total	501.897	(87.069)	(31.217)	446.044

(1) Selon l'affectation de résultat 2018 :

Affectation du résultat au compte Report à nouveau : - (37.626) K€

(2) Subventions

Les subventions d'investissements reçues pour assurer le financement d'immobilisations sont rapportées au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien financé. L'augmentation de 13 764 K€ est la résultante de l'augmentation des subventions brutes pour 17 040 K€ et l'étalement des subventions en résultat de 3 276 K€.

(3) Reprise annuelle de provision pour amortissement dérogatoire

2.3. Provisions

(Milliers d'euros)

	Montant	Dotations	Reprises	
	l'exercice	l'exercice	utilisées	de l'exercice
Provisions réglementées				
Amortissements dérogatoires	62.707		5.493	57.215
Prov. spéciale de réévaluation	-		-	-
TOTAL I	62.707	-	5.493	57.215
Prov. pour risques et charges				
Provisions pour risques :				
- Maintenance Cogénérations (i)	1.271	410	993	688
- Sinistres (ii)	24.176	7.475	9.284	22.367
- Litiges et divers (iii)-(iv)	35.985	16.925	8.031	44.879
Total provisions pour risques	61.432	24.810	18.308	67.934
Provisions pour charges :				
- Dettes fiscales latentes	1.946	631	1.946	631
- Garantie totale(v)	9.006	13.060	10.162	11.904
- PRCI (vi)	44.114	7.998	-	52.112
Total provisions pour charges	55.066	21.689	12.108	64.646
TOTAL II	116.498	46.498	30.416	132.581
Provisions pour dépréciation				
Immobilisations incorporelles	1.158	-	39	1.119
Immobilisations corporelles	970	-	93	877
Immobilisations financières	201.002	86.469	24.735	262.737
Stocks	2.237	1.102	665	2.674
Clients	5.687	969	711	5.945
Autres créances	81.608	5.745	11.440	75.913
TOTAL III	292.664	94.285	37.635	349.265
TOTAL GENERAL	471.869	140.784	73.592	539.061
Dotations et reprises				
- d'exploitation		22.685	17.246	
- financières		103.621	15.547	
- exceptionnelles		11.888	18.943	-
Restructuration		2.590	21.856	

2.3.1 Provisions pour risques et charges**(i) Provisions pour Maintenance Cogénérations**

Dans le cadre de ses obligations contractuelles en matière de fournitures d'électricité et de vapeur, la société doit assurer la maintenance des équipements de cogénération.

A cet effet pour une partie de ses installations, elle porte au passif du bilan une provision pour risque destinée à couvrir les coûts de maintenance et notamment le coût des révisions périodiques inscrites dans les plans de maintenance des constructeurs.

(ii) Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par notre société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance souscrites à cet effet. La part non couverte correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers

(iii) Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et des contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui leur sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

~~(iv) Provisions pour P3 et P33~~

La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable.

(v) Provisions pour Garantie Totale

La garantie totale, dénommée P3 par la profession, couvre l'engagement pris vis-à-vis du client d'assurer le renouvellement et le maintien en état des installations définies au contrat pendant toute sa durée.

(vi) Provisions liées aux contrats de concession

Pour les contrats de concession, la société procède à un amortissement financier (appelé encore amortissement de caducité), il est calculé sur la durée du contrat, pour les immobilisations du domaine concédé qui figurent à l'actif du bilan (investissement d'origine et extensions).

2.3.2 Reclassement des reprises sur provisions sur filiales

Afin de ne pas déséquilibrer le résultat courant et le résultat exceptionnel, la société a reclassé en exceptionnel des reprises de provisions sur titres et compte courant (provisions dotées à l'origine en financier) de filiales liquidées et tupées. Le reclassement s'élève à 1.205 milliers d'euros.

2.4. Produits constatés d'avance

Ils correspondent essentiellement à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

3. Autres éléments**3.1. Produits à recevoir et charges à payer**

Des produits à recevoir et des charges à payer ont été enregistrés dans les postes suivants :

(Milliers d'euros)

	Montant
Produits à recevoir	
Créances rattachées à des participations	1.918
Autres immobilisations financières	19
Créances clients et comptes rattachés	319.142
Autres créances	27.739
Total	348.818
Charges à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	140
Emprunts et dettes financières divers	13.487
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	276.707
Dettes fiscales et sociales	149.559
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	8.748
Autres dettes	32.502
Total	481.143

3.2. Etat des échéances des créances et des dettes

3.2.1 Créances

	brut	an au plus	d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	707.704	70.730	636.974
Prêts	2.471	23	2.448
Autres immobilisations financières	2.928	-	2.928
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	958	958	
Créances clients et comptes rattachés	647.228	647.228	
Autres créances	824.735	824.735	
Sous-total	2.186.024	1.543.674	642.350
Charges constatées d'avance	32.481	31.781	700
Total	2.218.505	1.575.455	643.050

3.2.2 Dettes

(Milliers d'euros)

	Montant Brut	Dont à un an	Dont de un à 5 ans	Dont à Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	18.520	10.730	1.882	5.908
Emprunts et dettes financières diverses	1.554.784	377.704	567.052	610.028
Avances et acomptes reçus sur commandes	69.130	69.130		
Fournisseurs et comptes rattachés	457.875	457.875		
Autres dettes	397.588	397.588		
Sous-total	2.497.897	1.313.027	568.934	615.936
Produits constatés d'avance	114.946	95.452	4.384	15.110
Total	2.612.843	1.390.479	573.318	631.046

3.3. Entreprises liées

Ce tableau fait apparaître en valeurs brutes :

- dans la colonne « **Entreprises liées** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés consolidées dans le Groupe EDF ;
- dans la colonne « **Participations** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés détenues à plus de 10% par Dalkia.

(Milliers d'euros)

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières :		
Participations	7	508.333
Créances rattachées à des participations	4.165	714.884
Prêts	-	2.432
Autres immobilisations financières	-	-
Créances :		
Avances et acomptes versés sur commande	61	-
Créances clients et comptes rattachés	39.613	141.886
Autres créances	213.756	428.906

Charges constatées d'avance	9	235
Dettes :		
Emprunts et dettes financières divers	1.334.346	219.450
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	28	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44.813	118.629
Dettes fiscales et sociales	292	7.462
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	98	4.119
Autres dettes	83	6.039
Produits constatés d'avance	3	51
Produits financiers :	709	82.037
Charges financières :	34.162	91.709

B - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

1. Ventilation du Chiffre d'affaires

(Milliers d'euros)

Secteur d'activité	31 12 2019 - K€	31 12 2018 - K€	Variation - K€
Ventes d'exploitation	1 591 402	1 566 646	24 756
Ventes Travaux	489 820	545 077	(55 257)
Autres activités	125 938	131 943	(6 005)
Chiffres d'affaires Nets	2 207 160	2 243 666	(36 506)

2. Ventilation du résultat exceptionnel

(Milliers d'euros)

Nature des charges	2019
Provisions sur sinistres	7.375
Coûts exceptionnels sur opérations de gestion	5.281
Charges exceptionnelles sur filiales fusionnées ou liquidées	4.021
Charges sur contentieux sociaux et risques RH	3.518
Charges décaissées ou provisionnées sur Impôts	2.618
Pertes sur créances clients- Loi LME	1.184
Charge sur la liquidation ARJO WIGGINS	894
Coût de Remise en état du site de Valmy	840
Charges exceptionnelles sur filiales cédées	41
Autres charges exceptionnelles	2.313
Total	28.085
Nature des produits	
Produit exceptionnel sur filiales cédées	12.742
Reprise provisions sinistres	8.163
Reprise d'amortissements dérogatoires	5.493
Produits exceptionnels sur filiales fusionnées ou liquidées	3.463
Reprise quote part de subvention d'investissement	3.276
Reprise provision sur Impôts	1.948
Produits sur contentieux sociaux	935
Reprise provision sur créances clients - Loi LME	455
Autres produits exceptionnels	4.389
Total	40.864
Résultat exceptionnel	12.779

3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(Milliers d'euros)

	2019	2018	2017	2016
Résultat courant	(76.176)	-	(76.176)	(75.237)
Résultat exceptionnel	12.779	-	12.779	22.584
Participation des salariés			-	-
Crédits d'impôt		190	190	15.027
Total	(63.397)	190	(63.207)	(37.626)

C - AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**1. Engagements financiers**

(Milliers d'euros)

	2019	2018
Engagements donnés		
Garantie solidaire	417.565	281.381
Engagements retraite (1)	184.220	162.118
Paievements minimaux futurs sur contrats Location simple -Preneur	183.037	178.079
Avals et cautions donnés	118.127	137.572
Garanties données dans le cadre de protocoles de cession	162.071	160.612
Cautions de contre garantie	179.457	100.709
Engagement acquisition actifs financiers	-	-
Garanties de passif	42.500	42.500
Paievements minimaux futurs sur contrats location financement	114	812
Autres	36.889	61.512
Total	1.323.980	1.125.295
Engagements reçus		
Lignes de crédit	130.000	180.000
Garantie reçue d'EDF relative aux opérations de financement	23.400	30.000
Avals et cautions reçus des fournisseurs	19.234	21.656
Quotas de CO2 (2)	1.063	1.576
Engagements pris par les clients sur les financements qui leur ont été consentis	2.008	2.008
Total	175.705	235.240

(1) Engagement de retraite :

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de 0,00 %, d'un âge de départ en retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

(2) Engagement reçus sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre

La société s'est vu attribuer des quotas de CO₂ pour la période 2013-2020 correspondants aux installations de combustion, qu'elle exploite, d'une puissance installée supérieure à 20 MWH. Les quotas d'émission alloués au titre de 2019 se sont élevés à 50 002 tonnes.

Les allocations de quotas pour la période 2013-2020 (quotas publiés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie par Arrêté du 24/01/14- TNA Q3), d'un montant de 39 592 tonnes, valorisées au cours moyen mensuel publié par ICE de décembre 2019 de 26,85 €, s'élèvent à 1 063 milliers d'euros.

Remise en état de sites, démantèlement

La société est susceptible en cas de non renouvellement de certains de ses contrats d'avoir à démanteler, à l'issue du contrat, les installations et raccordements correspondants. Le dénouement de ces contrats étant par nature incertain, aucune provision n'est constituée à ce titre.

2. Engagements spécifiques

2.1 Obligation de renouvellement

Dalkia doit assurer, dans le cadre de ses obligations contractuelles, le renouvellement des installations qui lui sont confiées par ses clients.

Une convention de concours financier a été mise en place entre EDF et DALKIA. Cette dernière bénéficie d'un engagement de concours financier d'EDF, au titre de son obligation de Garantie Totale, et ce pour les contrats existants avant juillet 2014.

A ce titre, la société a bénéficié de la part d'EDF du remboursement des travaux de renouvellement engagés au cours de l'année et lui a versé en contrepartie une indemnité libératoire.

Cette situation ne modifie en rien les relations entre les clients et le prestataire qui reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations contractuelles de renouvellement.

2.2 Engagement matière – Quotas de CO₂

Concernant les quotas de gaz à effet de serre, la société a adopté le modèle dit de « production » tel que prévu par la réglementation comptable en vigueur. En conséquence, une partie des quotas figurent en engagements hors bilan. Il est fait une distinction entre les quotas destinés à couvrir les émissions de gaz à effet de serre déjà intervenues, et ceux destinés à couvrir les émissions futures. Entre la date d'émission du CO₂ et la date de restitution des quotas afférents, les quotas consommés sont présentés en engagements hors bilan (engagement matière) dans la mesure où ils représentent l'obligation de restitution de la société.

En tonnes de CO₂

Quotas en portefeuille	Quotas à restituer à l'Etat N+1	Quotas non consommés
172 737	211 950	104 012

3. Crédit-bail

(Milliers d'euros)

	2019	2018
Valeur d'origine	3.507	3.507
Amortissements	3.112	2.754
Redevances restant dues	114	463
Dont redevances restant dues à 1 an au plus	82	
de 1 à moins de 5 ans	32	
à plus de 5 ans	0	

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

4. Accroissements et allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt

L'incidence sur la dette future d'impôt des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges se traduit par un allègement certain de cette dette pour l'exercice 2020 de 3.756 Milliers d'euros, consécutif au report de la déduction fiscale de certaines charges provisionnées au 31 décembre 2019.

(En milliers d'euros)	Base	Taux	Allègement futur d'impôt
C3S 2019	3.761		
Ecart de conversion Passif	209		
Différences temporaires sur Quote part filiales	7.759		
Total des charges déductibles sur 2019	11.729	32.02%	3.756

Dalkia est intégrée au Groupe EDF depuis le 1^{er} janvier 2015, les déficits fiscaux antérieurs à l'intégration s'élèvent à 105,9 millions d'euros.

5. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

A partir de Janvier 2019, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a été remplacé par une réduction de charges patronales.

6. Transactions avec les parties liées

Les transactions significatives effectuées par la société avec des parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

7. Ventilation de l'effectif moyen

	2019	2018
Cadres	2.268	2.184
Agents de maîtrise	7.043	6.935
Employés et techniciens (reclassés en cat. ouvriers)	36	30
Ouvriers	551	630
Total	9.898	9.779

8. Compte personnel de Formation

A compter du 1er janvier 2015, le CPF remplace le DIF (Droit Individuel de Formation) mais les salariés ne perdent pas leurs droits qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 31 décembre 2020. L'alimentation du CPF est annuelle et est calculée à partir de la DSN (Déclaration Sociale Nominative) par l'Administration qui transmet
~~celle-ci à la base des cotisations et contributions.~~

9. Rémunération du Conseil d'administration et des organes de Direction

La rémunération brute des membres du Comité Exécutif s'élève à 2.622 milliers d'euros pour l'exercice 2019.

10. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe EDF.

11. Identité de la société consolidante, et de la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivant du CGI).

Adresse de la société tête de groupe :

EDF SA
22, avenue de Wagram
75008 PARIS

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

		Capital	Capitaux propres autre que le capital (1)	Quote part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Avances et prêts consentis par Dalkia	Montant des cautions,garanties fournies par Dalkia	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice ou Perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par Dalkia au cours du dernier exercice	Observations
					Brute	Nette						
En K EUROS — Société												
I - ENERGIE THERMIQUE												
GRAM	LE HAVRE	1 428	6 531	95%	31 132	31 132	0	0	118 809	-182	3 391	CLOTURE 30/08
PERIN FRERES	SAINT ANDRE	2 825	811	100%	14 858	8 898	0	0	7 932	362	639	
LYEL	COURBEVOIE	10 538	-16 173	100%	10 537	0	15 068	38 303	19 324	-3 766	0	
IE DE CHAUFFAGE DE GRENOBLE	GRENOBLE	5 000	61 631	42%	9 230	9 230	0	0	80 596	1 182	839	CLOTURE 30/08
IE EVRY	EVRY	0	276	99%	8 526	0	0	28	26	276	0	
ELM	LYON	13 950	37 017	55%	7 673	7 673	0	0	36 817	-1 068	0	
MARCELLES ENERGIE (ex SVD10)	COURBEVOIE	40	4 280	100%	5 848	0	990	0	12 252	-354	0	
ENERGIE	SAINT ANDRE	5 337	-4 712	100%	5 337	0	2 170	4 780	13 233	241	0	
REIL ENERGIE	SAINT ANDRE	3 837	-7 369	100%	3 837	0	7 576	3 593	10 110	437	0	
OMUSSY	GUYANCOURT	825	534	100%	3 257	1 629	0	0	5 667	445	335	
IOGETHA	GAP	220	434	100%	3 200	3 200	1 385	0	10 821	136	284	
S.BIOMASSE ex num 0291	STRASBOURG	6 001	10 991	49%	2 941	2 941	0	0	15 068	469	0	
IDCL	TOURS	240	952	100%	2 758	0	23 245	0	15 454	-566	0	
OMEQ	COURBEVOIE	153	-6 653	100%	2 620	0	15 543	0	8 932	-773	0	
S SERVICES	STRASBOURG	2 868	3 526	50%	2 326	2 326	4 699	0	38 757	-643	0	
Tours Biomasse Energie	TOURS	388	6 618	30%	2 273	2 273	0	0	7 952	260	185	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					29 152	16 241	772 554	375 168			11 397	
II - ENERGIE ELECTRIQUE												
OGESTAR	SAINT ANDRE	74	13 129	30%	8 313	8 313	0	0	58 816	5 121	1 515	
AVERA ENERGIES	LYON	38	5 533	50%	6 298	6 298	0	9 500	56 960	4 647	0	
NDUSTELEC IDF	COURBEVOIE	900	283	98%	5 118	1 516	0	0	1 074	159	151	
VALENERGIA	COURBEVOIE	2	937	99%	3 653	1 853	3 034	1 498	7 536	937	855	
IAS (EX EXHOR)	TOURS	1 500	-241	100%	3 135	0	707	0	2 618	133	0	
OGERI	PULNOY	38	1 046	100%	2 255	2 255	2 044	1 209	5 838	989	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					757	601	60 945	3 756			4 151	
III - ACTIVITES ANNEXES												
CAMPUS NORD EUROPE	LILLE	29 760	4 688	100%	12 500	12 500	0	0	8 165	118	0	
ESPACE FRANCE	SAINT ANDRE	396	1 658	100%	8 378	2 275	0	11 238	6 406	562	868	
OPTIMEGE BUILDING MANAGEMENT	COURBEVOIE	1 538	375	100%	3 020	3 020	0	0	1 078	183	308	
ES	LYON	2 784	1 456	100%	2 689	2 689	0	0	38 723	1 148	1 479	
Dalkia EN	SAINT ANDRE	1 103	2 201	100%	2 608	2 608	0	0	41 822	693	30	
OPTIMEGE	COURBEVOIE	302	-3 231	100%	2 437	2	2 867	0	0	-3	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 089	4 314	9 733	780			3 004	
IV - FILIALES DE SPECIALITE												
DALKIA WASTENERGY	PUTEAUX	7 700	-2 461	100%	51 100	32 700	0	0	63 673	10 390	0	
DALKIA FROID SOLUTIONS	VERRIERES-EN-ANJ	335	7 948	100%	20 601	20 601	6 080	0	172 690	1 855	357	
DALKIA SMART BUILDING	PUTEAUX	7 980	-11 904	100%	15 065	1	19 522	0	84 361	-6 387	0	
DALKIA AIR SOLUTION	MONTPELIER	1 700	-255	100%	5 320	5 320	1 594	0	17 521	849	0	
V - INTERNATIONAL												
OK ENERGY POLSKA	POLOGNE	24 784	47 208	100%	71 798	19 298	0	0	9 109	1 167	3 074	
EDF Energy Services Limited	GRANDE BRETAGNE	117 542	-26 894	50%	58 771	58 771	0	0	0	-21 676	0	
OK Energuia Rus	RUSSIE	24 909	-10 414	100%	24 886	24 886	0	0	0	-8 853	0	
EDF Luminus Solution	Belgique	4 826	570	49%	4 319	4 319	0		7 398	462	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					3 440	1 476	43 131	0			0	
VI - DIVERS												
Dalkia Infrastructure de télécommunication	SAINT ANDRE	4 431	16 582	100%	4 976	0	14 265	0	4	-141	0	
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					4 667	3 486	9 103	8 600			366	
TOTALIX					511 714	303 133						